

Aurore Lalucq
en collaboration avec William K. Black

LES BANQUIERS CONTRE LES BANQUES

Le rôle de la criminalité en col blanc dans les crises financières

ÉDITIONS Charles Léopold Mayer

38 rue Saint-Sabin 75011 Paris/France

Tél. et fax: 33 [0]1 48 06 48 86/www.eclm.fr

Les Éditions Charles Léopold Mayer, fondées en 1995, ont pour objectif d'aider à l'échange et à la diffusion des idées et des expériences de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme (www.fph.ch) et de ses partenaires. Les ECLM sont membres de la Coredem, une confédération de sites ressources pour une démocratie mondiale, qui rassemble des partenaires autour d'une charte, d'un moteur de recherche et d'un wiki. www.coredem.info

Vous trouverez des compléments d'information, des mises à jour, l'actualité de l'auteur, etc. sur le site www.eclm.fr

L'Institut Veblen pour les réformes économiques est une association de loi 1901 à but non lucratif, soutenue par la Fondation Charles Léopold Mayer. Sa mission est d'œuvrer pour une société soutenable dans laquelle le respect des limites physiques de la planète va de pair avec une organisation sociale plus solidaire et une économie plus démocratique qu'aujourd'hui. Sa conviction est qu'avec l'entrée dans l'âge de l'anthropocène, c'est l'humanité tout entière qui fait face à un choix inédit : s'engager dans la transition vers un autre modèle tant qu'il en est encore temps, ou

© Éditions Charles Léopold Mayer, 2015

Dépôt légal, octobre 2015

Essai n° 210

ISBN 978-2-84377-190-3

Mise en pages : La petite Manufacture – Delphine Mary

Création graphique : Nicolas Pruvost

continuer à foncer dans le mur comme si de rien n'était, en attendant les conséquences catastrophiques de la pénurie des ressources, des atteintes à la biodiversité et du changement climatique. Il souhaite peser sur ce choix décisif dont dépendra le bien-être des générations actuelles et à venir, notamment sur le plan des idées et des politiques publiques, en montrant qu'il est possible d'affranchir nos sociétés d'un régime de croissance devenu insoutenable, qu'un changement de cap est non seulement nécessaire mais également souhaitable, et que c'est l'enlisement actuel qui menace le bien-être social.

Pour en savoir plus : www.veblen-institute.org

Ce livre est en partie issu des travaux de William K. Black, notamment de son ouvrage *The Best Way to Rob a Bank is to Own One* (The University of Texas Press, 2005), traduit en français en 2012 sous le titre *Une Fraude presque parfaite* (Éd. Charles Léopold Mayer, traduit de l'anglais par Paul et Françoise Chemla), dont il reprend certains éléments, mais aussi de ses nombreux articles publiés en ligne sur le blog *New Economic Perspective.org* (www.neweconomicperspectives.org/category/william-k-black).

Les auteurs

William K. Black est avocat et universitaire. C'est un ancien « régulateur ». Son travail porte notamment sur la criminalité en col blanc, les finances publiques, la réglementation bancaire. Il a publié *Une Fraude presque parfaite* (Éd. Charles Léopold Mayer, 2012).

Aurore Lalucq est économiste, codirectrice de l'Institut Veblen pour les réformes économiques. Elle est l'auteur, avec P. Frémeaux et W. Kalinowski, de *Transition écologique, mode d'emploi* (Éd. Les Petits Matins/Institut Veblen, 2014), de *Produire plus, polluer moins : l'impossible découplage* (avec Thierry Caminel, Philippe Frémeaux, Gaël Giraud et Philippe Roman, Éd. Les Petits Matins/Institut Veblen, 2014), et de *Faut-il donner un prix à la nature ?* (avec Jean Gadrey, Éd. Les Petits Matins/Institut Veblen, 2015).

L'auteure tient à remercier très chaleureusement la Fondation Charles Léopold Mayer de son soutien. Elle remercie aussi, pour leurs nombreuses conversations et leur amitié, James K. Galbraith, Philippe Frémeaux, Christian Chavagneux et Thierry Philipponnat.

INTRODUCTION

À l'heure où nous écrivons ce livre, la crise grecque fait la une des journaux. Alexis Tsipras vient d'accepter à contrecœur un accord qui sera un désastre pour son pays comme pour l'Europe.

Le problème dont souffrent la Grèce et plus largement l'Europe est bien identifié. Il porte même un nom : « la dette¹ ». Notre continent, du fait de son architecture défailtante, n'a pas été en capacité d'absorber le choc économique et financier de la crise bancaire de 2008 (la Grande crise). D'ailleurs, le lien entre la dégradation des comptes publics et cette crise est rarement évoqué. Pourquoi le serait-il après tout ? La crise de 2008 n'est plus qu'un lointain souvenir et notre système bancaire est à nouveau solide et sain.

Mais en est-on si sûr ? S'il est vrai que les risques de faillite bancaire ne font plus la une des journaux, cela signifie-t-il pour autant que nous pouvons compter sur un système bancaire robuste ? Pour en avoir la certitude, il est nécessaire de revenir à l'origine de la crise de 2008 et de vérifier si ses causes ont été correctement traitées.

1. Lire à ce sujet, Vincent Glenn et Christophe Alévêque, *On marche sur la dette*, La Martinière, 2015.

ÉTABLIR LE BON DIAGNOSTIC

Revenons donc au tout début de la crise financière. Dans l’imaginaire collectif, la crise éclate en septembre 2008, avec la chute de Lehman Brothers. Nous avons tous et toutes encore en tête ces images d’employés de Lehman, licenciés au petit matin, sortant des locaux de leur banque avec, entre les mains, des cartons contenant leurs effets personnels.

Reviennent alors en boucle dans les médias des termes jusqu’ici inconnus du grand public, des journalistes, mais aussi de la majorité des analystes économiques : la « titrisation » et les “*subprimes*”. La chute de Lehman s’expliquerait ainsi par un recours démesuré à ces produits hautement spéculatifs.

Plus tard viendront des explications plus globales : la crise aurait pris sa source dans la bulle immobilière états-unienne, elle-même rendue possible par une politique monétaire laxiste et un soutien excessif des deux institutions parapubliques – Fannie Mae et Freddie Mac – à l’accession à la propriété des couches moyennes américaines. En d’autres termes, les États-Unis (et le monde) feraient les frais d’une sorte de relance keynésienne « privée » : plutôt que d’améliorer le bien-être des Américains et de soutenir l’activité économique à travers des politiques publiques, l’administration américaine a préféré faciliter l’accès de ses citoyens au crédit afin qu’ils puissent s’offrir éducation, logement, transport et santé. C’est vrai.

Comme le résume parfaitement Marcellus Andrews, professeur d’économie au Barnard College (université de Columbia) :

Nous avons établi un contrat social qui consistait essentiellement à financer la consommation par la dette. Et nous avons demandé à Wall Street de trouver un moyen de prêter de l'argent à des gens qui autrement n'auraient pas pu emprunter: les sidérurgistes au chômage de Cleveland, les travailleurs sans diplôme, ceux qui travaillent dans les bodegas du Bronx... Bref, tous ceux qui rêvent d'une grande maison et d'une télé mais qui ne peuvent se les offrir, et qui doivent utiliser leur carte de crédit pour payer leur assurance maladie. Et Wall Street l'a fait. Nous avons cédé notre pouvoir à des entreprises de gestion financière en demandant aux marchés de résoudre les problèmes sociaux².

D'autres économistes relieront plus tard la Grande crise aux questions énergétiques, à l'instar de Gaël Giraud³. Nous partageons sa brillante analyse. Néanmoins, notre propos est d'attirer l'attention du lecteur sur une dimension peu commentée de la crise : la fraude, l'escroquerie.

LA CRISE DÉBUTE FIN 2006

Aux États-Unis, la crise éclate avant 2008, quand les premiers établissements spécialisés dans les prêts hypothécaires font faillite. Ce sera Ownit Mortgage, en décembre 2006, Ameriquest en septembre 2007, IndyMac en juillet 2008... Les établissements qui avaient permis aux classes américaines les moins favorisées d'accéder au logement tombent un à un. La faute aux *subprimes*, ces produits titrisés complexes? Ou à des actifs toxiques? En partie

2. www.veblen-institut.org/quelles-solutions-a-la-crise?

3. Lire l'excellent livre de Gaël Giraud, *Illusion financière*, L'Atelier, 2014.

seulement, car la crise s'explique aussi par des pratiques hautement frauduleuses.

LA DIMENSION CRIMINELLE DES CRISES

Comme Christian Chavagneux et Jean-François Gayraud le soulignent dans leurs travaux respectifs, il existe dans toute crise financière une part de criminalité⁴. Et cette criminalité peut avoir des conséquences systémiques.

À la fin des années 1980, par exemple, les États-Unis connaissent une crise de grande ampleur, celle dite des *savings and loan* lors de laquelle plus de 1 600 de ces caisses d'épargne font faillite. À son origine, des pratiques bancaires hautement frauduleuses : surévaluation des biens, dossiers d'octroi de prêts bâclés ou falsifiés, fraudes comptables... Cependant, grâce à la pugnacité de quelques régulateurs et superviseurs, l'affaire est mise sur la place publique, la crise circonscrite, les dirigeants des caisses frauduleuses jugés et condamnés à de la prison ferme pour bon nombre d'entre eux et les élus complices (les cinq sénateurs dits de Keating⁵ parmi lesquels se trouvaient John

4. Christian Chavagneux, *Une brève histoire des crises financières. Des tulipes aux subprimes*, La Découverte, 2011. Jean-François Gayraud, *Le nouveau capitalisme criminel*, Odile Jacob, 2014.

5. Keating a été le patron fraudeur le plus notoire de la crise des *savings and loan*. Il a corrompu cinq sénateurs : A. Cranston (démocrate), D. Riegle (démocrate), D. DeConcini (démocrate), J. Glenn (démocrate) et J. McCain (républicain). Mis à part John McCain, qui se présenta aux présidentielles de 2008 face à Barack Obama, les autres sénateurs virent leur carrière politique entachée, voire interrompue.

McCain, candidat malchanceux aux présidentielles de 2008 face à Barack Obama) réprimandés par leurs pairs réunis au sein du Comité d'éthique du Sénat. Pour illustrer l'ampleur systémique de la criminalité en col blanc lors de cette crise, on peut rappeler que plus de 800 responsables de caisses d'épargne (dirigeants et cadres supérieurs) ont été condamnés à des peines de prison fermes. La plus longue fut attribuée à Woody Lemons, le président de la Vernon Savings and Loan Association qui fut condamné à trente ans de prison.

Pourtant, il semblerait que les leçons de cette crise n'aient pas été retenues, puisqu'on trouve à l'origine de l'actuelle crise bancaire et financière les mêmes comportements frauduleux, aggravés par un environnement particulièrement criminogène, celui des 3 «dé» (déréglémentation, désupervision et dépénalisation de fait), de Bâle II (cet accord prudentiel – très critiquable – dont l'objectif affiché était de limiter les risques bancaires), des normes comptables, et une idéologie farouchement opposée à toute régulation. Comme le soulignent les criminologues Tomson Nguyen et Henry Pontell :

La crise financière de 2008 de la zone Atlantique Nord [...] semble avoir été le théâtre dans lequel l'appât du gain, la supercherie, une surveillance insuffisante et la cupidité de nombreux initiés ont entraîné le développement d'une criminalité telle qu'elle déboucha sur une véritable catastrophe⁶.

6. "Fraud and inequality in the subprime Mortgage crisis", in *Economic Crisis and Crime*, Bingley UK: Jai Press/Emerald Publishing Group, 2011.

Aussi, « discuter ou rediscuter des réformes financières n'est pas une solution en soi si on refuse de traiter de la question de la fraude », martèle James Galbraith depuis des années.

Certes, il ne s'agit pas d'attribuer l'entière responsabilité de la crise aux comportements frauduleux mais simplement de préciser, aux côtés du magistrat Jean de Maillard, auteur de nombreux livres sur le sujet⁷, que « si nous n'intégrons pas la fraude à notre analyse, nous ne pouvons pas comprendre la crise financière que nous subissons ».

Comme nous le verrons plus loin, par fraude il faut entendre « un réseau de contrefaçon à l'ampleur colossale⁸ », qui a produit des prêts hypothécaires contrefaits en masse : des prêts menteurs, des prêts à neutrons (conçus pour exploser en détruisant les personnes mais pas les bâtiments) ou encore des prêts ninja (*no income, no job, no asset* – sans revenu, sans emploi, sans actifs), peu importe leur nom, dans tous les cas il s'agissait de prêts contrefaits destinés la plupart du temps à faire défaut.

Si la justice américaine a timidement commencé à réagir face aux pratiques de ces criminels en col blanc, la fraude et son rôle récurrent dans les dernières crises financières ne parviennent toujours pas à percer dans les débats français et européens, malgré les efforts de personnalités comme Jean de Maillard, Jean-François Gayraud, Pierre Lascoumes, Ian Fraser ou Christian Chavagneux ou encore

7. Notamment, *L'Arnaque. La Finance au-dessus des lois et des règles*, Gallimard, 2010.

8. Expression de James Galbraith.

de l'équipe de Médiapart (Dan Israel, Fabrice Arfi, Martine Orange, Laurent Mauduit, etc.).

Preuve en est d'ailleurs que l'une des premières plaintes déposées à l'encontre d'une banque européenne, à la suite de la crise de 2008, est venue des États-Unis. En mai 2011, le producteur fédéral de Manhattan, Preet Bharara, a accusé la Deutsche Bank et MortgageIT, sa filiale de prêts hypothécaires, d'«avoir menti de manière répétée pour participer aux programmes gouvernementaux sélectionnant des prêts bénéficiant d'assurances fédérales⁹».

POURQUOI REVENIR SUR LES CAUSES DE LA CRISE AUJOURD'HUI ?

Mais tout cela est de l'histoire ancienne. Certes. Néanmoins, si l'on ne veut pas voir les crises se reproduire à l'identique, il nous semble essentiel de revenir sur les mécanismes à l'œuvre et principalement sur le fonctionnement de la fraude patronale, ses conséquences systémiques et son rôle dans la crise dite des *subprimes*.

Et c'est pourquoi nous avons choisi à travers ce livre de synthétiser les apports de William Black, juriste, économiste et régulateur pendant la crise des *savings and loan*, à l'origine de la conceptualisation des pratiques de fraudes

9. «Prêts hypothécaires: les USA amendent une plainte contre Deutsche Bank»; www.news-banques.com/prets-hypothecaires-les-usa-amendent-une-plainte-contre-deutsche-bank/012186376

LES BANQUIERS CONTRE LES BANQUES

patronales¹⁰. Nous y verrons que l'Europe n'est pas épargnée par ce phénomène. En outre, nous n'avons pas l'ambition ici de procéder à un tour exhaustif de la question. Notre objectif sera d'expliquer au mieux ces phénomènes mettant en lumière un aspect des crises souvent négligé.

10. Pour en savoir plus sur les travaux de William Black, lire : *Une Fraude presque parfaite*, ECLM, 2012.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
I. COMMENT FONCTIONNE LA FRAUDE PATRONALE ?	17
<i>Où l'on découvre que la criminalité financière peut avoir des conséquences macroéconomiques</i>	
II. LA FRAUDE PATRONALE SUR LE MARCHÉ DES CRÉDITS HYPOTHÉCAIRES AMÉRICAINS	25
<i>Où l'on apprend que la déréglementation financière a généré un environnement hautement criminel</i>	
III. LE RÔLE DE LA FRAUDE DANS LA CRISE DES SUBPRIMES	31
<i>Où l'on apprend que la crise financière a été déclenchée par des prêts menteurs ou prédateurs</i>	
IV. POURQUOI LA CRISE DES SUBPRIMES N'AURAIT JAMAIS DÛ AVOIR LIEU	59
<i>Où l'on découvre que la résistance idéologique et les conflits d'intérêts ont eu raison des connaissances et des avertissements de certains enquêteurs</i>	
V. ET EN EUROPE ?	87
<i>Où l'on apprend que l'Europe n'est pas épargnée par la criminalité en col blanc et la fraude patronale</i>	

VI. LE TEMPS DES ACCORDS FINANCIERS 105

Où l'on découvre qu'il n'est pas facile d'emprisonner les puissants

VII. RECOMMANDATIONS 123

Où l'on apprend qu'il est possible de lutter contre la criminalité en col blanc et de stabiliser la finance, si on le veut vraiment...

BIBLIOGRAPHIE 143